Valenciennois : l'acier fragile et l'avenir incertain

Autor(en): **Steinauer, Jean**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse**

Band (Jahr): **77 (1985)**

Heft 5

PDF erstellt am: **23.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-386232

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Valenciennois:

L'acier fragile et l'avenir incertain

par Jean Steinauer

Dans le virage de la rue principale, un monument «aux victimes du travail». Sur le fronton de l'hôtel de ville, un calicot musclé affirme la solidarité de tous avec les travailleurs en lutte. Il y a dans l'air je ne sais quoi d'héroïque, de «farouche» aurait dit Victor Hugo dont le centenaire de la mort est commémoré, justement, dans le hall de la mairie, par une exposition fièrement laïque et républicaine. Avec les souvenirs de quelques pneus brûlés, de quelques trains arrêtés et d'une pincée de poutrelles d'acier jetées au canal, voilà pour le folklore de Trith-Saint-Léger.

Tempête dans la mare

Ce gros bourg aux portes de Valenciennes est entré durant l'été dans la chronique politique française par l'annonce de la fermeture prochaine d'Unimétal, un établissement Usinor employant plus de 700 personnes et fabriquant des poutrelles d'acier. Un nouvel épisode de la restructuration sidérurgique européenne (on réduit les capacités de production), et le Valenciennois connaît ça; tout près d'ici, à Denain, sur la fin des années 1970, une dizaine de milliers d'emplois ont disparu, pour ne prendre que cet exemple. L'affaire de Trith a pris des allures de tempête dans la mare politique nordiste. Le Parti communiste, qui domine dans le Valenciennois, dénonce la «casse» menée par l'Etat socialiste, et le PS du coin a comme le sentiment d'une trahison: Mauroy n'avait-il pas promis de développer Unimétal, que Fabius laisse tomber dans le souci d'épargner un établissement analogue mais situé en Lorraine?
A la porte de l'usine, aujourd'hui, le fond de l'air n'est pas embrasé par une détermination farouche. Le concierge en casquette et le gardien en képi m'ont offert un café dans la loge, et le sucre n'avait pas fini de fondre qu'ils m'expliquaient leur situation. *«J'ai cinquante ans,* disait Képi, *dont trente-quatre passés dans cette boîte, et voilà que c'est fini. Je partirai en pré-retraite. Ça ne serait pas trop grave, si je devais partir pour laisser la place à un jeune, mais les jeunes n'ont pas plus de chances que nous de trouver du travail ici. Y a plus, c'est tout.» «J'ai cinq* enfants, disait Casquette, *et que voulez-vous qu'ils fassent?*

Silence, tabou

On a parlé de celui qui a bouclé son baluchon pour Paris. De celui qui se tape tous les jours 35 km en mobylette pour travailler deux heures au petit matin, mais deux heures en tout et pour tout, chez un boulanger de la région: *«C'est pas l'envie de travailler qui leur manque, voyez?»* Et puis

il y a celui qui a devancé l'appel, choisi le service militaire long et compte ainsi passer un permis de conduire poids-lourds qui, dans le civil, serait inaccessible: une brique, 10 000 francs, deux mois et demi de SMIC.
Alors sont arrivés les copains de la CFDT, on s'est transporté au PMU, face au passage à niveau. Deux bières plus tard, la situation était encore plus claire. *«Comment, ce qu'on fera après la fermeture?»* s'étonnait André Laurent: *«Mais on n'en parle pas! C'est tabou. On s'interdit bien d'en parler, même à table, à la maison. On s'interdit même d'y penser.»*
Et dans la voiture, en me conduisant à l'université de Valenciennes et du Hainaut-Cambrésis, Elysée Lerouge – pour un syndicaliste, quel nom! – a tout résumé: *«Jusqu'en 1979, j'étais à Denain. Quand j'ai été transféré ici, avec quelques autres, je ne me faisais pas d'illusion, je savais bien que c'était un sursis. Quand même, je ne pensais pas que les choses iraient si vite.»*

De beaux restes

J'allais à l'Université demander si le fatalisme, à tout le moins la résignation ouvrière, trouvait une explication dans quelque fatalité qui condamnerait l'avenir industriel du Valenciennois: 82 communes, 380 000 habitants, 120 000 emplois, une histoire contemporaine entièrement façonnée par le charbon et l'acier.
«Mais pas du tout!» s'est récrié l'expert, *«ce bassin garde et gardera de beaux restes, même si le nombre des emplois y chute encore, vraisemblablement, de moitié. Il faut considérer les chiffres absolus, pas seulement les proportions: avec 50 ou 60 000 emplois, vous avez encore affaire à une entité intéressante. Toute la question, bien sûr, étant de savoir s'il s'agit bien d'emplois à forte valeur ajoutée.»* Autrement dit, si le Valenciennois trouvera dans l'élévation du capital-formation de ses femmes et de ses hommes la force de soutenir le choc.
On part d'assez bas, s'il faut en juger par l'anecdote qu'on m'a rapportée de trois sources: la firme Thomson cherchait à faire exécuter des commandes en mécanique de précision équivalant à plus de 400 000 heures de travail, mais faute de main-d'œuvre assez qualifiée les entreprises de l'arrondissement n'en reçurent finalement que des miettes. On part d'assez bas, mais on attaque le problème par tous les bouts. Par le haut: il n'y a pas, dans tout le Nord-Pas de Calais, d'université plus proche des entreprises et articulée sur leurs besoins concrets que celle de Valenciennes. *«Et l'on peut bien me reprocher de travailler pour les patrons,* lance un professeur (socialiste), *le temps presse!»* D'ailleurs, si Valenciennes n'avait pas conservé, à côté d'un patronat familial assez rétro dans l'ensemble, une bourgeoisie éclairée et soucieuse de modernité, cette université n'aurait sans doute pas vu le jour...
Il faut dire aussi que toute son activité n'est pas orientée vers le haut de gamme studieux! Renforçant un dispositif non-négligeable, le CAPEP – institution d'éducation permanente de l'université valenciennoise – dis-

pense des formations de base à un millier de personnes par an dans les bourgs et villages avoisinants.

L'entreprise-cocon

Bon, mais les syndicats, là-dedans? Leur intérêt pour l'université comme chance pour l'avenir du bassin français de l'Escaut? Il paraît qu'il s'éveille: voici dix ou quinze ans, lorsque l'université du coin vivait son enfance, les mineurs et les métallos ne se passionnaient guère pour le cursus des bacheliers dans l'enseignement supérieur. Mais après tout, pourquoi le mouvement syndical aurait-il entretenu un rapport à la formation différent de celui que vivait la classe ouvrière?
Jean-Marie Toulisse, permanent CFDT pour le Nord-Pas de Calais: «Le *Valenciennois, je connais, j'en viens. Mineur ou sidérurgiste, on a toujours vécu là-bas dans le cocon de l'entreprise. Elle possédait le logement de tes parents, l'hôpital où tu naissais; elle payait le curé qui te baptisait et l'instituteur qui t'enseignait; le magasin d'alimentation et la pharmacie mutualiste lui appartenaient aussi. Elle pourvoyait à tout. Ton seul but dans l'existence était d'y entrer à ton tour, de devenir mineur ou métallo. Pas besoin d'études: tu étais le fils de ton père, et tu te présentais avec la recommandation du curé. Et ainsi durant des générations. Eh bien, ce n'est pas ainsi qu'on apprend à se battre, et d'abord à se former, pour avoir du boulot.»* Mais enfin, les choses changeant, certains ont pris le risque d'investir dans les études. Imaginez alors les sentiments du mineur ou du métallo dont la fille, exploit inouï dans l'histoire familiale, a décroché le bac... et se retrouve, après des mois de chômage entrecoupés de stages-bidons et de formations-parkings, emballeuse de colis à la Redoute, ou caissière à l'hypermarché Auchan.
Toulisse encore: *«On s'est trompé sur la formation professionnelle aussi. On a tenu là-dessus un discours idéologique, on a tout misé sur l'Etat et les écoles par aversion pour l'entreprise. On a laissé les écoles fabriquer des chômeurs.»* Mais passer du tout-à-l'Etat à un système plus souple, associant contractuellement les partenaires sociaux, c'est une idée qui heurte encore beaucoup d'esprits syndicaux. Et puis, pour contracter, il faut être deux...

Dans les casernes

Toulisse conclut: *«Moi, j'ai viré ma cuti. On a été mono-industriel et super-assisté. Je dis qu'il faut réinjecter chez les jeunes le sens de l'initiative et le goût d'entreprendre que leurs parents ne peuvent pas leur donner. Il ne faut pas s'accrocher à ce qui a été. Mineur ou sidérurgiste comme papa, ce n'est plus vrai! Maintenant, quand un gars vient me voir parce que sa boîte lui offre une prime pour qu'il lâche son emploi, je lui réponds: mais pourquoi pas? si tu peux te payer une formation utile avec cet argent. Je leur dis: apprenez à compter aussi sur vos propres forces.*

Tiens, je fais des permanences dans les casernes. Je dis aux bidasses: profitez de l'occasion pour apprendre à vous vendre! Si les patrons sont comme les adjudants, assez cons pour être favorablement impressionnés par la présentation impeccable et le sens de la discipline et toutes ces choses, mettez au moins cet atout dans votre jeu!»
Nous voici loin de Trith? Pas tellement. Les militants CFDT d'Unimétal parleraient moins véhémentement. Ils n'en ont pas moins viré leur cuti quant au fond de l'affaire. Joël Holin: «Ça n'avance à rien de dénoncer «la casse», comme dit la CGT. Les restructurations, c'est une réalité, on l'admet. La sidérurgie quitte l'intérieur parce qu'elle revient moins cher sur le littoral, près des ports, c'est normal. Les dégraissages et les licenciements qui s'ensuivent ici? Mais nous sommes, encore une fois, d'accord de négocier tout ça! Tout ce que nous demandons, c'est que les restructurations se fassent sur des critères économiques rationnels, pas sur des calculs électoraux.»